

14/

ÉTÉ | 2022
TRIMESTRIEL

bpost
PB-PP
BELGIÉ(N) - BELGIQUE

Autre Terre

MAGAZINE

QUESTION
DU TRIMESTRE

Vol
économique
des pays
du Sud

FOCUS
PARTENAIRE
Burkinariat
Boost

AGENDA
Rendez-vous
à Esperanzah!



À LA
DÉCOUVERTE
DU SERVICE
«DIRECTION»
D'AUTRE TERRE

**Vincent
et Nathalie**
composent
le service
«direction»

**Leurs
principales tâches :**
coordination de l'équipe,
représentation, gestion
des infrastructures,
comptabilité et
gestion financière

**La comptabilité
des partenaires,
c'est 40kg de
factures à traiter
chaque année!**

**Une petite équipe,
c'est aussi
une direction qui doit
se couper en quatre
pour pallier à tous
les imprévus.
En période de Covid,
ils n'ont pas
manqué!**

Coordination Laura Deflandre, Benoit Naveau **Comité de rédaction** Cinzia Carta, Laura Deflandre, Soumia Echiheb, Eva Fernández Tendero, Amandine Lejeune, Benoit Naveau, Vincent Oury **Ont collaboré à ce numéro** Nicolas Sersiron **Photo de couverture** Steve Cagan **4^e de couverture** Eva Fernandez Tendero **Graphisme** www.marmelade.be **Impression** Kliëmo Imprimé à 2 600 exemplaires sur papier issu de forêts gérées durablement (FSC).

Dans un souci d'équité de genre, Autre Terre Magazine s'efforce d'utiliser une écriture privilégiant les tournures génériques, un langage épicène et la féminisation des fonctions. Les supports visuels tendent à représenter paritairement les femmes et les hommes.

Autre Terre Magazine est une publication d'Autre Terre asbl. Des auteur-e-s d'horizons divers s'expriment sur des thèmes liés à l'économie sociale et solidaire. Les articles n'engagent que leurs auteur-e-s. Toute reproduction, même partielle, des textes et illustrations parus dans l'Autre Terre Magazine est encouragée, mais soumise à l'autorisation préalable de l'éditeur et/ou des ayants droit au copyright.

Rédaction 4^e Avenue 45 – 4040 Herstal – Belgique

T +32 (0) 4 240 68 48 **F** +32 (0) 4 240 68 42 **info**@autreterre.org www.autreterre.org www.facebook.com/AutreTerre

N° de compte IBAN – BE53 0962 2 418 9653

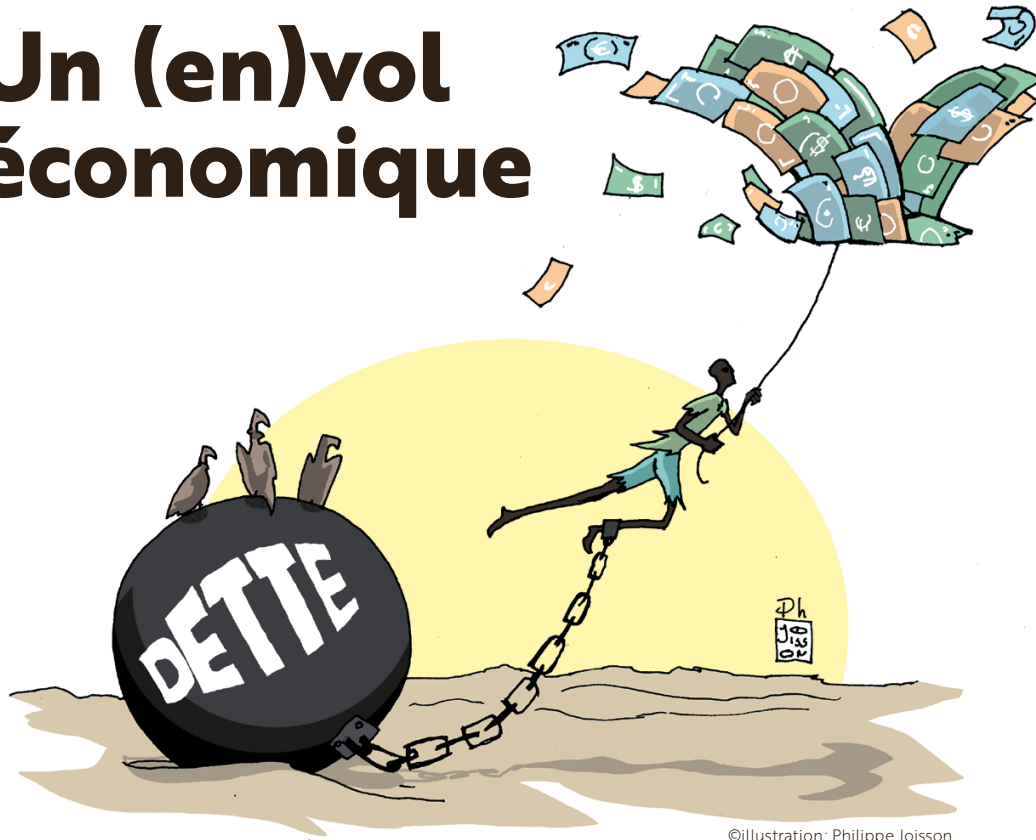
Les opinions qui sont exprimées par notre organisation ne représentent pas nécessairement celles de l'État belge et n'engagent pas celui-ci.

Cette publication est soutenue par



Belgique
partenaire du développement

Un (en)vol économique



©Illustration: Philippe Joisson

Selon l'ONG Oxfam, les milliardaires ont gagné plus d'argent lors de la pandémie de Covid-19 que lors des dix dernières années ! Le gonflement des portefeuilles des multinationales a encore creusé les inégalités sociales. Et même si la taxation sur les grandes fortunes est couramment avancée comme la grande réponse aux inégalités, elle est loin de voir le jour partout dans le monde.

Or se limiter à une telle mesure présupposerait que notre modèle économique globalisé repose sur une balance justement calibrée et serait fondé sur une politique économique éthique et durable.

La question à se poser est donc « comment les multinationales génèrent-elles autant de profits ? » ou encore, « quels sont leurs impacts sur nos conditions de vie ? »

Aujourd'hui, des mouvements autochtones dénoncent la néo-colonisation basée sur un endettement permanent des pays du Sud. Ils dénoncent également la dépossession de leur territoire par les multinationales qui mettent à sac l'environnement, la santé des populations et la biodiversité, ajoutant à la dette économique une dette écologique et sociale insolvable.

Autre Terre vous invite à suivre ce vol économique à la source des matières premières. ❧

❧ LAURA DEFLANDRE ❧

AVIS DE
L'EXPERT

La dette, levier de l'extractivisme

Nicolas Sersiron est président du CADTM France et auteur du livre *Dette et extractivisme*. Nous l'avons rencontré afin d'identifier les mécanismes qui permettent aux multinationales d'exploiter les ressources des pays dits du Sud.

Ces mécanismes trouvent leur origine dans l'**histoire coloniale**. À l'époque, les pays colonisateurs se sont endettés auprès de la **Banque Mondiale** afin de financer des infrastructures leur facilitant l'accès aux ressources des colonies. À l'heure de leur indépendance, les dettes des colonisateurs ont été transférées aux ex-pays colonisés qui ont continué à contracter eux-mêmes de nouveaux prêts. Ceux-ci servent principalement à développer un secteur d'activité économique centré sur l'exploitation de **leurs matières premières** visant l'enrichissement d'une caste dominante et de quelques entreprises multinationales. Il s'agissait des fameux «**éléphants blancs**» : des gigantesques barrages alimentant en électricité les mines du Katanga mais oubliant les villages, des routes interminables destinées à transporter les minerais, des ports, etc.

**« La violence
de la colonisation
se poursuit
par la violence
de la dette illégitime. »**

Ce système extractiviste fut relativement stable tant que les taux d'intérêt de ces dettes restaient faibles. Mais progressivement, les taux explosent passant de 11 à 20% entre 1979 et 1980. Les pays endettés se retrouvent la corde au cou et n'arrivent plus à faire face aux remboursements. Ils ont alors recours au **Fond Monétaire International (FMI)** qui les soumet aux fameux plans d'ajustement struc-

turels : privatisation de leurs entreprises publiques (dont les mines), économie tournée vers l'exportation, suppression des barrières douanières et du contrôle des mouvements de capitaux. **C'est pourquoi selon Nicolas Sersiron, la dette est un levier de l'extractivisme qui génère lui-même des dettes** : ces pays sont à la merci de grandes entreprises étrangères. **« La violence de la colonisation se poursuit par la violence de la dette illégitime. »** ¶



Maximisation des profits par les multinationales

L'extractivisme est un mode spécifique d'accumulation de richesses, reposant sur des activités qui extraient d'importantes quantités de ressources naturelles non-transformées sur place et principalement destinées à l'export.

Une multinationale possède généralement plusieurs filiales. L'une s'occupe de l'extraction des ressources dans le pays d'exploitation où le manque d'administration et, dans certains cas, la corruption nuisent au contrôle des quantités. Nicolas Sersiron pointe un premier vol sur les quantités.

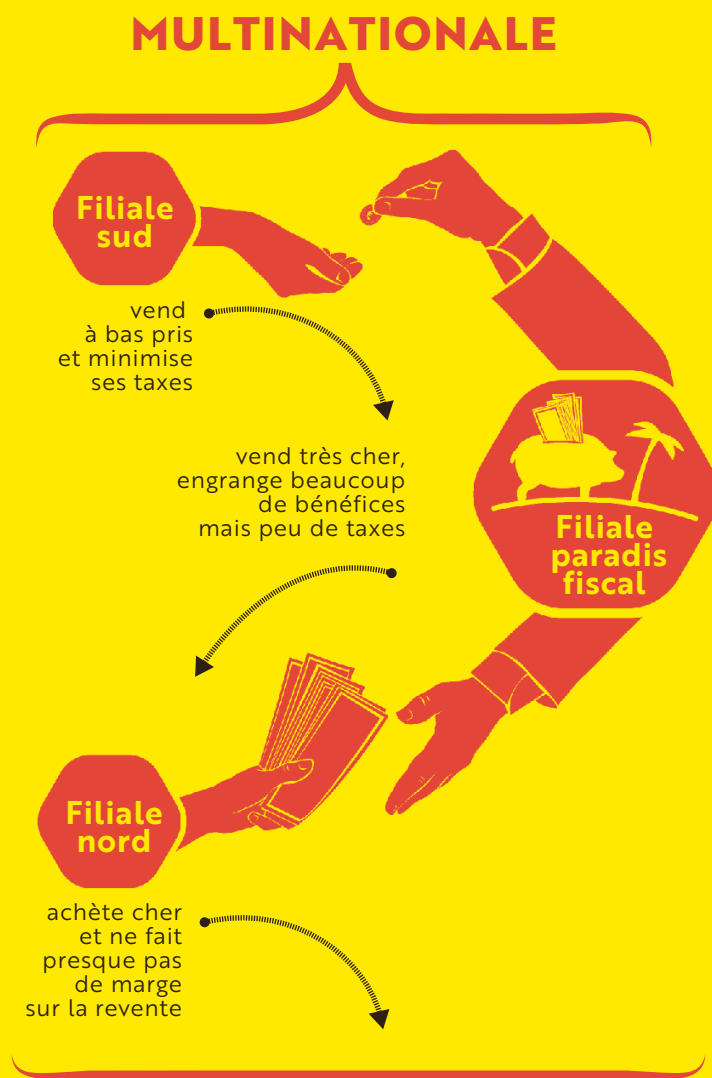
S'en suivent des achats et des ventes entre les différentes filiales de la multinationale qui limite un maximum ses bénéfices en dehors des paradis fiscaux afin de payer le moins de taxes possibles. Le président du CADTM France dénonce un vol organisé: **le pays exportateur est volé, mais le pays importateur aussi puisque l'argent reste dans les paradis fiscaux, moteurs du capitalisme.**

L'extractivisme se traduit par une destruction massive de l'environnement, l'épuisement des ressources et la dégradation des conditions de vie des populations locales.

À cela s'ajoute la plus-value sur la transformation des matières premières. Cette transformation s'opère dans les pays industrialisés, autrement dit, les ex-pays colonisés ne retirent que très peu de valeur ajoutée.

L'extractivisme s'inscrit dans un système politico-économique basé sur la dépendance des anciennes colonies. Il se traduit par une destruction massive de l'environnement, l'épuisement des ressources et la dégradation des conditions de vie des populations locales. ❧

❧ LAURA DEFLANDRE ET AMANDINE LEJEUNE ❧

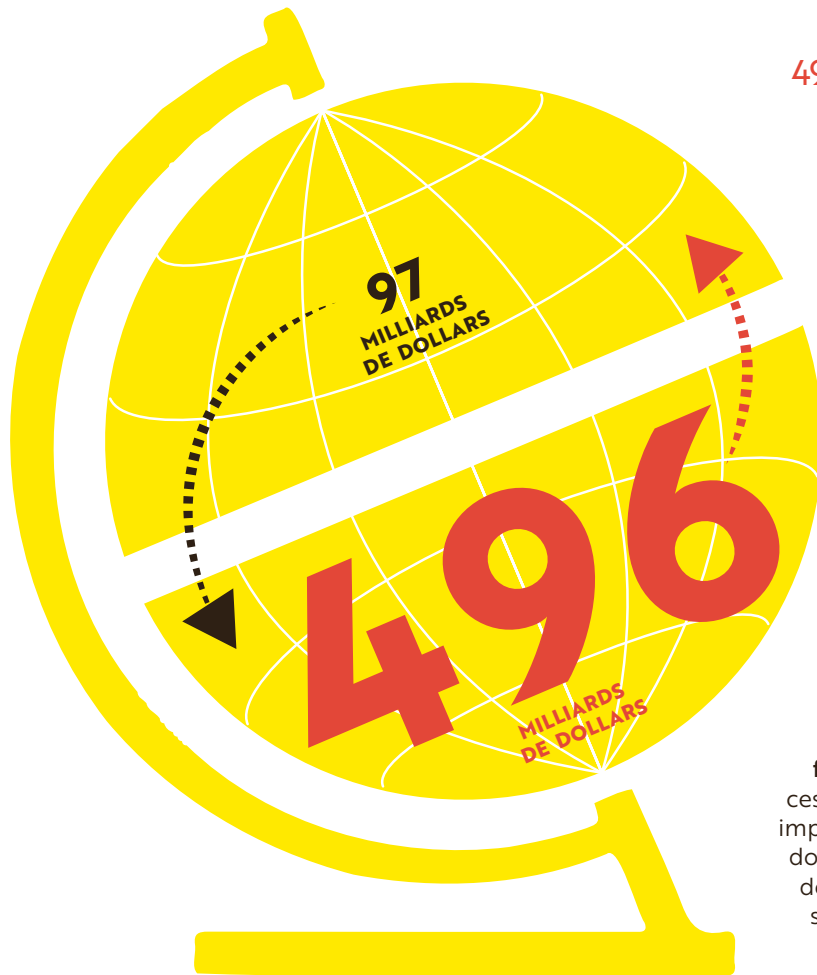


Nous vous invitons à écouter Nicolas Sersiron via ce lien :

Dettes et extractivisme: 3 questions à Nicolas Sersiron sur Youtube



Du Sud au Nord : qui paie qui ?



L'ONU décrit une faillite structurelle des flux financiers internationaux creusant sans cesse la dette des pays du Sud.

496 milliards de dollars, c'est ce que 134 pays pauvres ont transféré vers les pays riches en 2017. Durant la même année, ils ont reçu 97 milliards de dollars d'aide publique au développement, soit cinq fois moins¹.

C'est l'ONU elle-même qui dénonce cette situation surréaliste dans une analyse datant de 2020. Le record absolu a été atteint durant la crise économique de 2008 avec plus de 900 milliards remontant au Nord pour environ 90 milliards d'aide publique au développement.

L'ONU y décrit une **faillite structurelle des flux financiers internationaux** creusant sans cesse la dette des pays du Sud. Ainsi ceux-ci, important toujours plus qu'ils n'exportent, doivent compenser en s'endettant. Cette dette s'accumule d'année en année, poussant à rembourser toujours plus d'intérêts et creusant encore davantage leur **balance des paiements**. En 2020, les pays les plus pauvres ont atteint une balance de paiements négative de 100 milliards de dollars. Ils ont donc creusé leur dette d'autant. Selon le CADTM, l'Afrique devait 770 milliards de dollars à ses créanciers en 2018.

La solidarité avec les pays pauvres ne se mesure donc pas à l'aune du montant d'aide publique au développement, mais **nécessite de revoir largement les pratiques commerciales**, fiscales et de gouvernance à travers le monde. ❧

❧ BENOIT NAVEAU ❧

¹ Il s'agit exactement du «solde des recettes et des paiements totaux relatifs aux entrées et aux sorties de ressources financières». Cfr. UNCTAD, Press release n°78, 2020

Les fonds vautours, la nouvelle actualité de la dette

En 2004, la société « FG Hémisphère » rachète une ancienne dette contractée dans les années 80 par la SNEL (Société Nationale d'Electricité) sous la dictature de Mobutu.

A l'origine, cette créance était détenue par une entreprise yougoslave, Energoinvest, et valait 18 millions de dollars. Mais quelques années plus tard, *FG Hémisphère* obtient des tribunaux le droit de se faire rembourser plus de cinq fois le montant initial. Une cour de justice américaine condamne la République Démocratique du Congo à verser à FG Hémisphère 104 millions de dollars. Celle-ci arrive à récupérer son argent via un tribunal sud-africain qui autorise un prélèvement directement sur les ventes d'électricité de la SNEL à l'Afrique du Sud².

Il s'agit d'entreprises qui se sont spécialisées dans le rachat à prix très bas de dettes pourries

Cette histoire est typique de ce qu'on dénomme désormais les « Fonds Vautours ». Il s'agit d'entreprises qui se sont spécialisées dans le **rachat à prix très bas de dettes pourries** et qui via des tribunaux contraignent l'Etat endetté à rembourser sa dette très largement majorée. Ce phénomène est en extension depuis 20 ans car ces fonds profitent d'un relatif renforcement de la solvabilité des Etats pauvres leur facilitant le remboursement.

2. Jeune Afrique, FG Hemisphere, un cas d'école, 7 juillet 2009 <https://www.jeuneafrique.com/202480/archives-thematique/fg-hemisphere-un-cas-d-ecole/>

LE FONDS VAUTOUR
NML CAPITAL DÉBOUTÉ
PAR LA COUR CONSTITUTIONNELLE BELGE



© illustration : Yakana

Ciblant jusqu'alors presque uniquement les pays du Sud, la crise économique de 2008 leur a fourni de nouvelles victimes potentielles telles que la Grèce. Cette tendance a poussé la Belgique à légiférer afin de plafonner les plus-values de ces fonds et de rendre ainsi leur **système d'extorsion** inopérant sur son territoire. Mais le paradis des Fonds Vautours reste les Etats-Unis où une loi s'y opposant a été tuée dans l'œuf... le dirigeant d'un des principaux fonds vautours, NML Capital, étant l'un des principaux bailleurs de fonds du Parti Républicain. ❖

❖ BENOIT NAVEAU ❖

Pour en apprendre davantage sur les fonds vautours :

Interview de Renaud Vivien sur Youtube



LUTTE
DES PEUPLES
AUTOCHTONES

Rencontre avec la « Corporación Artesanos por la Vida »

Autre Terre a eu l'occasion de rencontrer en mai dernier Killa Becerra Jacanamijoy, leader indigène et ex-gouverneur du peuple Inga, et Gabriel Marrugo Ávila, défenseur des droits humains, tous les deux membres de la « Corporación Artesanos por la Vida » (Artisans pour la vie).

Cette organisation, créée en 2018, fait appel à l'unité des peuples indigènes afin de « tisser » ensemble un réseau pour la protection des territoires de l'Amazonie contre les menaces des groupes armés et des multinationales présentes dans la région du Chocó.

Lors de notre rencontre, nous apprenons que cette région de la Colombie est considérée comme l'une des zones critiques pour la biodiversité mondiale et possède le plus grand nombre de plantes endémiques d'Amérique du Sud. La région du Chocó présente aussi un **sous-sol très riche** en ressources, notamment en or et autres métaux précieux.

Depuis le début du siècle dernier, ces ressources ont suscité l'intérêt des multinationales qui ont extrait ses réserves. Aujourd'hui, ce sont des entreprises d'**exploitation forestière** et de **production d'huile de palme** ainsi que de grandes entreprises énergétiques européennes et leurs mégaprojets hydroélectriques qui menacent la région. La présence de ces compagnies a généré des conséquences socio-environnementales dévastatrices telles que l'appropriation illégale de terres, la contamination de rivières et des déplacements forcés. L'absence d'une réglementation efficace de l'État a aussi entraîné l'évasion fiscale des entreprises et conduit à un scénario de pauvreté et de violence dans la région.

Malgré cette situation, les communautés indigènes présentes dans le secteur du « Bajo Atrato » (rivière de la région du Chocó) résistent et se sont organisées pour lutter contre ces injustices et pour défendre les intérêts des populations indigènes. Ainsi, Killa et Gabriel, membres

de la « Corporación Artesanos por la Vida » nous parlent d'un système de sécurité et de protection développé depuis 7 ans permettant d'assister les populations affectées et d'arriver sur des zones reculées en moins de 48 heures. Cette organisation a mis aussi en place un **fond commun** pour aider économiquement ces populations en détresse.

Les deux activistes vont visiter plusieurs pays en Europe pour faire connaître la situation que vivent ces populations affectées par des multinationales et des groupes paramilitaires engagés par ces entreprises. Ils dénoncent aussi la **vision anthropocentriste** du monde occidental dans lequel des mesures sont uniquement prises quand la destruction de la nature a un impact sur le bien-être des humains. En 2016, la Cour constitutionnelle colombienne a reconnu comme sujet de droit la rivière Atrato pour le rôle qu'elle joue dans le mode de vie des populations qui habitent son bassin. Killa et Gabriel regrettent que cette décision soit arrivée trop tardivement et seulement quand les effets de sa contamination affectaient les populations des grandes villes.

Cependant, pour les communautés indigènes de l'Amazonie **la nature est sacrée** et il faut tout faire pour la protéger au-delà des intérêts humains et/ou économiques. Les deux membres de la corporation nous demandent de les appuyer dans la défense des droits de la nature et des communautés indigènes en diffusant ce message. ❧

❧ EVA FERNÁNDEZ TENDERO ❧

NB: Nous tenons à remercier le CNCD et INTAL pour l'organisation de la rencontre.



...MOS UNO
...OS EL TERRITO
...N NUESTROS
...REMOS LIBRE

QUEREMOS UNAS VIVAS
EN PAZ Y SIN
VIOLENCIA
COCOMBE

EL RIO ATRATO
COMO TODOS LOS
DEMÁS RIOS DEBEN
VOLVER A PARIR

un Buen Trato
el Río Atrato?
PRESENTE
Municipio del
Atrato

...ENTRATO
...ATRATO

...TOS NOS HA
BRINDADO RIO
Y EL ATRATO ES
UNO DE ELLOS

...NO Y NO
VIOLENCIA
...INTERVENCIÓN
...MILITAR

ASOCIACIÓN
DE LIMITADOS
FÍSICOS
DEL MEMORATO
APOYA A COCOMBE
UNIDOS LLAMAMOS POR LA RESTITUCIÓN
DE NUESTROS DERECHOS

NUESTRA CULTURA Y TERRITORIO
QUEREMOS DEFENDIENDO



Des photos plutôt qu'un long discours...

Steve Cagan nous a permis d'illustrer ce magazine grâce à ses photos prises directement en Colombie au plus proche de la lutte contre l'extraction des matières premières. Retrouvez son photo-reportage via ce lien <https://www.elchocomining.net/>



Burkinariat Boost: Plantons la graine de l'entrepreneuriat au Burkina Faso!

Développer l'indépendance financière des personnes que nous accompagnons a toujours été un des objectifs premiers d'Autre Terre. Notre suivi doit permettre à chacune des personnes appuyées de développer sereinement ses activités pour ensuite être vecteur de changement auprès des citoyens et citoyennes.

Nous savons aussi que pour aider au plus près les populations locales, il est important de pouvoir soutenir leurs initiatives et ainsi développer de l'emploi.

Prenons le cas du Burkina Faso où plus de la moitié de la population a moins de 25 ans et les 3/4 de la population dépendent de l'agriculture pour vivre. La jeunesse burkinabè est ambitieuse et a de nombreuses idées d'entrepreneuriat. Néanmoins les financements sont limités.

Pour Autre Terre, soutenir des projets d'économie sociale portés par la population locale est une priorité, c'est la raison pour laquelle nous lançons le programme Burkinariat Boost d'aide à l'entrepreneuriat au Burkina Faso.

Celui-ci comprendra des formations collectives portant sur les différents domaines de gestion d'entreprise, du coaching individuel, la possibilité de tester son projet à taille réduite et d'obtenir un financement pour se lancer.

Le projet est porté par l'association «Yolse Tuuma», qui signifie «Faciliter le travail» en langue Moré. Celle-ci a pour membre des structures locales promouvant l'entrepreneuriat social.

Cette approche se veut novatrice dans la relation traditionnelle entre ONG et «bénéficiaires». Elle mise sur le génie entrepreneurial des burkinabè qui dynamisera l'économie locale! 🌱



BURKINA
FASO



Les objectifs de Burkinariat Boost et d'Autre Terre:

- ▶ Soutenir la création d'un entrepreneuriat social dynamique
- ▶ Accompagner la transition écologique par l'entrepreneuriat

**Un accès
à des prêts
sans intérêt**
pour les plus
dynamiques



6 mois
de formation
intensive

4 mois
de coaching
personnalisé

30
entrepreneurs et
entrepreneuses
seront
accompagnés
en 5 ans



Soutenez-les
www.autreterre.org



AUTRE TERRE
EN
RÉSEAU

Autre Terre, Terre et la course à la lune

La solidarité internationale et Terre,
c'est une histoire vieille de plus de 70 ans.

Le « Groupe Terre »
compte aujourd'hui
plus de 420
travailleur-euses
s'activant dans
7 secteurs
d'activités.



Terre c'est d'abord un groupe de bénévoles travaillant à la reconstruction en Belgique dans l'après-guerre. Mais l'aventure s'internationalise rapidement avec des projets en Inde, en Algérie puis en Bolivie et au Nicaragua.

À l'époque, il n'y avait qu'une seule association « Terre », dénommée ainsi car, alors que les grandes nations faisaient la course à la lune, il paraissait pourtant urgent de prendre soin de notre « Terre ».

Autre Terre naît dès 1982 sous le nom de « TTMI - Terre Tiers-Monde et Information », il s'agissait d'un premier pas vers une spécialisation des activités où Terre allait s'occuper des projets entrepreneuriaux en Belgique et « TTMI » des projets in-

ternationaux. Ce n'est qu'en 2001 qu'Autre Terre prit son nom actuel. Un nom qui rappelle notre origine « terrienne » mais qui rêve également à une autre façon d'y vivre... plus respectueuse de l'ensemble des êtres vivants.

De nos jours, Autre Terre est toujours membre à part entière du « Groupe Terre » qui s'est considérablement agrandi avec plus de 420 travailleurs et travailleuses s'activant dans 7 secteurs d'activités. La vision est toujours la même: permettre aux habitants et habitantes de notre Terre de vivre dignement de leur travail. 🍷

🍷 BENOIT NAVEAU 🍷

Clim'Acteurs, un projet Mindchangers!

En décembre, nous avons obtenu la confirmation du soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles pour notre projet de théâtre-action qui rassemble la Compagnie Buissonnière, différentes maisons de jeunes belges et l'association « Le Baobab » au Burkina Faso. Cinzia nous présente ce projet énergique, engagé et multiculturel!

Qu'est-ce qui t'a inspirée pour ce projet?

Chez Autre Terre, l'éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire se consacre entre autres à l'agroécologie. En plus, on adore le théâtre car il peut offrir un formidable espace de parole et d'expression. Nous avons déjà mis en place un projet similaire au Burkina Faso et au Sénégal autour de la dette des pays du Sud et la place de la femme. Ici, nous avons envie de nous rapprocher d'un public extra-scolaire que nous avons encore peu l'habitude de rencontrer.

Vous avez organisé un premier week-end avec les jeunes, comment s'est-il passé?

On a commencé par quelques jeux pour apprendre à se connaître et « briser la glace ». Nous avons ensuite réalisé des activités pour mieux comprendre le modèle agricole actuellement dominant ainsi que son alternative: l'agroécologie.

Pour appréhender cette alternative, on s'est rendu chez un maraîcher pour parler du travail de la terre au quotidien en faisant des parallèles avec ce qui se passe aussi dans les pays du Sud. Cela a permis de nourrir les discussions en vidéo-conférence avec les jeunes burkinabè. Aujourd'hui, les jeunes sont restés en contact via un groupe WhatsApp!

Quelle en sera la concrétisation?

Il y a encore du travail d'ici l'été! Ce projet aboutira à la tournée d'une pièce de théâtre, créée et jouée par les jeunes, entre le 7 octobre et le 31 novembre dans différentes régions de la Wallonie.

On ne manquera pas de vous tenir au courant! 📧

*On adore
le théâtre,
il peut offrir
un formidable
espace de parole
et d'expression.*



Retour sur l'appel au don du Mali en septembre 2021

Au Mali, notre partenaire UGM a pu bénéficier du soutien de nos donateurs. L'arrivée de triporteurs et d'équipements pour sa nouvelle boutique bio a permis d'augmenter le volume de légumes vendus chaque jour. Rappelons que l'UGM soutient 1838 productrices et producteurs de la région de Gao et d'Ansongo. Ensemble ils vendent désormais plus de 3 tonnes de légumes chaque jour!



Autre Terre au Festival Nourrir Liège

Nous avons questionné nos modes de consommation alimentaire en invitant les passants et les passantes aux échanges et au débat, puis nous sommes partis en balade! Une première vous emmenait à la découverte des travers de grandes chaînes de supermarchés et de fastfoods. Une autre, cette fois à vélo, invitait à la rencontre d'initiatives liégeoises telles que le Friskot, Oufticoop, La Boulangerie sans Patron, Coin de Terre de Bressoux et la ZAD de la Chartreuse!

Pour plus d'infos sur notre présence à Nourrir Liège, on vous invite à lire l'article sur notre site



Le repas d'équipe Autre Terre

Pas besoin de vous expliquer pourquoi notre repas de Noël s'est retrouvé reporté au printemps! Nous nous sommes retrouvés autour des fourneaux à concocter des petits plats, chacun sa spécialité.

On vous partage une recette de chapatis qu'on a adorés!





Agenda



La Chartreuse vous accueille

Les riverains et riveraines se mobilisent depuis des années pour protéger ce qui est devenu «leur jardin». Depuis mars dernier, c'est une ZAD occupée jour et nuit! Ne manquez pas les activités qui y sont proposées régulièrement par un Air de Chartreuse et La Chartreuse Occupée.



Plus d'infos sur les réseaux sociaux et sur www.chartreuse-liege.be



Rendez-vous à l'Esperanzah!

Retrouvez-nous pour la 20^{ème} édition à l'Abbaye de Floreffe dans le village des possibles. On vous parlera du projet Clim'Acteurs en compagnie d'autres associations qui ont rejoint les Mindchangers.



Plus d'infos sur www.esperanzah.be

FESTIVAL DE FILMS

Alimentterre



Festival Alimentterre 2022

On vous donne rendez-vous du 13 au 17 septembre pour la 8^e édition du festival! Au programme: ciné-débats et ateliers autour de la décolonisation, notre rapport à la nature, les luttes collectives,... pour questionner, dessiner et vivre dès à présent la transition alimentaire!

Edition liégeoise co-organisée par les ONG SOS Faim et Autre Terre, avec la participation d'une dizaine d'associations liégeoises.

Retrouvez toute la programmation sur: www.festivalalimenterre.be

DEVENIR BÉNÉVOLE

L'implication de nombreux volontaires est indispensable pour réussir les divers événements organisés par Autre Terre.

+32 4 240 68 46

Autre Terre

ONG du groupe Terre

Autre Terre Magazine
est une publication destinée
à promouvoir l'économie
sociale et solidaire
à travers des initiatives ainsi que
des réflexions du Nord
et du Sud.

Abonnement
gratuit sur simple
demande

Autre Terre,
4^e avenue, 45
4040 Herstal – Belgique
T +32 (0)4 240 68 48
E info@autreterre.org

En février dernier, l'équipe d'Autre Terre s'est rendue à Ayacucho au Pérou afin de passer 4 jours avec la Coopérative Frutos Del Ande. Celle-ci soutient des centaines de petits producteurs dans la production agroécologique des grains andins et d'arbres fruitiers.

Retrouvez-nous sur



www.autreterre.org